



### DANIEL FENELON

Membre fondateur du collectif viticole interappellations

**1** Le Conseil général retire sa subvention à la Fête du vin de Bordeaux au nom de l'urgence à aider les viticulteurs en difficulté. Cela vous donne-t-il satisfaction ?

Oui, et au moment où on attaque le Conseil général à propos de cette décision, je voudrais rappeler que c'est nous qui avons fait cette demande il y a quatre mois. C'est nous qui l'avons incité à ne pas donner la subvention. Faire un musée du vin et une fête, pourquoi pas, mais quand on est en crise, il faut savoir baisser pavillon. Nous sommes allés voir Philippe Madrelle et Gilles Savary en leur disant qu'il serait plus intéressant de mettre cet argent dans l'aide à la commercialisation du vin.

**2** La crise que vous subissez justifie-t-elle cette décision ? Le Conseil général aide déjà la viticulture.

Notre collectif regroupe 1 300 viticulteurs de toutes les appella-

tions de Bordeaux. Nous avons été les premiers à parler des difficultés dès le mois de juin 2009.

Le président de la Chambre d'agriculture a précisé que les deux tiers des viticulteurs ne gagnent pas le Smic. Pour ma part, j'estime que plus de la moitié des viticulteurs sont en mauvaise situation. Actuellement, les cours sont à 700 euros le tonneau; j'ai même entendu parler de 650 euros. Il faut se concentrer sur du concret.

Jusqu'à présent les aides du Conseil général spécifiques à la viticulture vont surtout à l'investissement. Or, les enveloppes n'étaient pas complètement utilisées pour cause de crise. Le reliquat ajouté à l'argent de la subvention de la Fête du vin vont nous revenir. Le Conseil régional devrait aussi apporter son aide.

**3** Sous quelle forme allez-vous toucher ces sommes et dans quel délai ?

Nous avons eu quatre ou cinq réunions au Conseil général pour voir comment passer cette crise. La solidarité fait partie des prérogatives et des priorités du Département. Philippe Madrelle m'a appelé il y a quelques jours. Le plan est prêt et il sera dévoilé prochainement. Je peux dire qu'il se traduira par des aides directes à la commercialisation. Dans ce but, nous sommes en train de monter des sociétés coopératives d'intérêt commun.

**PROPOS RECUEILLIS  
PAR MICHEL MONTEIL**